

Organisateur de l'activité

- **Nom**
CESER Auvergne- Rhône-Alpes
- **Prénom**
CESER Auvergne-Rhône-Alpes
- **Adresse**
8 rue Paul Montrochet- CS 90051- 69285 Lyon Cedex 02
- **Raison sociale**
CESER Auvergne-Rhône-Alpes

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Consultation citoyenne sur l'Europe
- **Description de l'activité**
Organisation d'une conférence et de tables-rondes sur deux thématiques: l'unité de l'Europe et l'Europe dans le monde
- **Date et heure**
10 juillet 2018 de 10h à 13h
- **Lieu**
Hôtel de Région Auvergne-Rhône-Alpes
- **Nombre de participants**
130

- **Catégories de publics présents**
Conseillers du CESER, conseillers régionaux, services administratifs de la région, personnalités et institutionnels, représentants d'administrations, associations, stagiaires, étudiants...
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
M. TERPAN, Maître de Conférence à « Sciences po » Grenoble, Titulaire de la Chaire Jean Monnet « Droit et politique de l'Union Européenne », Directeur adjoint du CESICE ➤ Daniel HULAS, Association Feyzin Europe
 - Rachida KHIATI, Comité en marche des 2 Rives
 - Laure BONI, Centre d'information Europe Direct Grenoble
 - Morel MOKOSSO, Association auprès des Jeunes Démunis
 - Interventions des organisations représentées au sein du CESER AuRA (CRMA, UNAPL, Chambre d'agriculture, CCI, Confédération paysanne, PROM-ARA, CFTC, CGT, CFDT, Fédération des acteurs de la solidarité, Groupe des environnementalistes, Jeune Chambre économique, CIDFF, ANAF, Association Nationale des Apprentis, Parents d'élèves).

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
 - L'Europe politique : la démocratie, la citoyenneté européenne, l'avenir de la construction européenne
 - L'Europe économique et commerciale : les conditions de libre échange, la Politique Agricole Commune, la formation, l'emploi, la mobilité et la fiscalité
 - L'Europe sociale : la politique de cohésion, la justice sociale, l'Europe des droits de l'homme, l'égalité hommes-femmes, la thématique migratoire
 - L'environnement : la protection des ressources, les normes environnementales, le climat, la santé, l'agriculture durable
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
 - L'Europe politique
 - Une crise démocratique en Europe ? Les différentes interventions expriment davantage une inquiétude qu'une critique, la démocratie étant jugée plus faible par les citoyens à l'échelle de l'Europe qu'à l'échelle des Etats et ce malgré des élections au suffrage universel direct au Parlement, qui restent peu mobilisatrices.
 - Le mode d'exercice de la gouvernance : pour des citoyens français plus habitués à une logique majorité/ opposition, la logique du consensus, privilégiée par les institutions européennes, est plus difficile à appréhender. Les différentes contributions plaident pour une gouvernance plus simple, plus efficace, plus proche des réalités des territoires et des citoyens. L'importance de l'échelon régional est soulignée, notamment dans les politiques de cohésion.

- La citoyenneté européenne : une nécessité de « refonder » le projet européen avec les citoyens en prenant en compte la diversité sociale, économique, culturelle. Le sentiment d'adhésion des citoyens à l'Union Européenne s'exprime à travers différentes politiques européennes qui participent au renforcement de l'unité de l'Europe. C'est le cas notamment du programme Erasmus devenu emblématique, de la politique de cohésion, de l'émergence d'une politique européenne de la culture.
- Une Europe plus lisible : L'Europe aujourd'hui est peu lisible des citoyens. Elle est appréhendée très souvent dans sa dimension bureaucratique et technocratique qui l'éloigne des citoyens. Il a été rappelé par de nombreux intervenants la nécessité de simplifier son fonctionnement et ses réglementations et d'améliorer la pédagogie, et la communication, plus spécifiquement sur les dispositifs d'aides disponibles.

➤ L'Europe économique et commerciale

- Echanges commerciaux : Historiquement, l'Europe s'est construite autour du libre-échange dans un cadre multilatéral. La tendance est aujourd'hui à une évolution vers un cadre d'échanges et de négociations avec des partenaires privilégiés. Cette évolution, si elle est source de satisfaction pour certains, suscite des interrogations. Le poids de l'Europe reste incontestable dans ces négociations qui ouvrent de réelles opportunités pour les entreprises. Cela reste moins évident pour le monde agricole. Enfin, l'intérêt de telles démarches reste encore opaque, fortement marqué par un manque de transparence des mandats de négociation.

- La Politique Agricole Commune : C'est un sujet qui a largement été évoqué, avec une volonté affirmée à plusieurs reprises de construire une souveraineté agricole et alimentaire pour l'Europe. Les contraintes du marché rendent cet objectif complexe et la logique de dumping divise les Etats membres et pénalise les aspects sociaux et environnementaux. Les intervenants ont exprimé une opposition à une baisse du budget

de la PAC. Des divergences ressortent toutefois quant aux réponses apportées par la PAC en termes de niveau de vie de la population agricole, de stabilisation des marchés, d'équité des conditions de production et de sécurité des approvisionnements en matières premières agricoles. Le poids des lobbies défendant des intérêts privés préjudiciables à l'environnement et à la santé des citoyens d'Europe, a également été abordé.

- La formation, l'emploi, la mobilité : L'importance de la mobilité étudiante et professionnelle est soulignée avec la nécessité d'harmoniser les règles de façon à éviter les effets pervers d'un espace ouvert. Le dispositif Erasmus a été largement plébiscité. Il donne une dimension européenne, linguistique et interculturelle à un cursus. La nécessité d'élargir et d'augmenter son financement a été largement exprimée.

L'utilité d'Erasmus +, dispositif qui vise à encourager et à développer la mobilité professionnelle des moins de 30 ans, notamment des apprentis, est également reconnue.

➤ L'Europe sociale

- Au cours de cette consultation citoyenne, il a été admis la nécessité de renforcer la dimension sociale en Europe. Cela passe notamment par le socle européen des droits sociaux qui est perçu comme une avancée et qui devrait se traduire notamment par l'égalité des chances et de l'accès au marché du travail, des conditions de travail équitables, la protection et l'insertion sociale. La justice sociale a été affirmée comme valeur fondamentale de l'Union Européenne.

- Une inquiétude a été rappelée sur la question des travailleurs détachés et du dumping

social causé par des pratiques abusives.

- La politique de cohésion a été plusieurs fois abordée, notamment dans sa dimension en faveur de la lutte contre la pauvreté et le sans-abrisme.

- L'égalité femmes/hommes harmonisée au niveau européen : Si des progrès sont constatés dans la représentation politique, des efforts restent à faire sur la parité au sein des institutions, l'égalité salariale et la ratification du traité d'Istanbul par tous les pays de l'Union Européenne.

- La thématique migratoire a été largement abordée partant du constat partagé que l'Union européenne ne parvenait pas à répondre à cette crise en raison d'un système inadapté et d'une volonté politique faible. Le système de Dublin ne permet pas une coordination efficace de l'accueil et de la prise en charge des flux. Un consensus général a été apporté sur la nécessité d'améliorer la gestion de l'accueil des migrants et de

permettre un accueil dans la dignité. La distinction asile économique et immigration a été faite.

➤ L'environnement

- L'intégration de la politique environnementale dans l'Acte unique, la mise en place progressive de politiques transnationales visant à la bonne gestion des ressources (directive cadre sur l'eau), l'adoption de normes européennes (strictes) garantant de la protection de la nature, de la santé et d'une économie plus écologique, le programme Natura 2000, les financements apportés à la protection de l'environnement, la Politique Agricole Commune, sont des avancées majeures.

- **Pistes de proposition formulées**

- L'Europe politique

- En réponse à cette « crise démocratique », les initiatives citoyennes, telles que cette consultation sur l'Europe, sont unanimement saluées et encouragées. Elles constituent un progrès car elles permettent une prise de conscience et une large mobilisation.

- La jeunesse est perçue comme un rempart face au populisme. Différentes pistes ont été avancées telles que l'enseignement des langues et de l'histoire européenne auprès des scolaires et des étudiants. La reconnaissance d'une identité européenne à enseigner aux plus jeunes, l'émergence d'un sentiment de patriotisme européen au travers de symboles auxquels la jeunesse pourrait s'identifier, ont également été proposées.

➤ L'Europe économique et commerciale

- La nécessité d'assurer les conditions d'une concurrence loyale en Europe et de lutter contre les situations de distorsion a été largement réaffirmée, notamment dans le domaine agricole, ces situations pesant in fine sur la rémunération du producteur. La proposition d'une exception « agricole » défendant la préférence communautaire a été évoquée, de même que la nécessité de réguler les prix des produits agricoles, de créer un observatoire européen des productions et des marchés au sein de l'Union Européenne, de développer des productions alternatives.

- L'harmonisation fiscale a été évoquée notamment pour certains articles de consommation tels que le tabac, l'alcool, le carburant, en soulignant les retombées environnementales et économiques de telles mesures.

- Pour les professions libérales, il a été souligné l'importance de préserver la qualification et la réglementation, notamment au travers de la directive qualification :

un contrôle systématisé, une vérification des formations initiales, une obligation de formation continue sont évoquées pour éviter des disparités d'exercice des professions réglementées et assurer une qualité et une sécurité des prestations de services.

- Concernant la formation, l'emploi, la mobilité, plusieurs propositions ont été avancées visant notamment à renforcer la mobilité des jeunes et étudiants par l'adaptation du projet Erasmus, le développement d'une carte étudiante européenne permettant d'améliorer la mobilité à des fins d'apprentissage. Le développement et le renforcement du dispositif Erasmus pro a également été proposé, de même que la professionnalisation des systèmes d'échanges et l'intensification des partenariats intra européens des établissements d'enseignements. La création d'un outil simplifié pour la recherche d'emploi est également avancée.

➤ L'Europe sociale : une Europe porteuse d'espérances

- Socle européen des droits sociaux : Souhait émis d'une inscription des droits sociaux dans un futur traité européen.

- S'agissant de la lutte contre la pauvreté et le sans-abrisme, des propositions ont été formulées pour favoriser l'inclusion sociale des personnes sans-abris, mobiles ou précaires : un plan spécifique pour l'inclusion sociale, une mobilisation multi-fonds pour financer le déploiement du logement, un travail partenarial avec les associations dans la définition des programmes, des financements garantis consacrés à l'inclusion sociale.

- Sur la thématique migratoire, plusieurs propositions concrètes ont été avancées pour améliorer la gestion et l'accueil des migrants : identifier des associations ressources pour gérer la vie courante et l'intégration, veiller à une répartition équilibrée des migrants sur le territoire, et viser une intégration par l'employabilité en Europe et dans les pays d'Afrique. Une approche globale est à favoriser avec le continent africain. L'intégration réussie pourrait notamment s'envisager par l'entreprise, le travail et la formation.

➤ L'environnement

- Une évaluation précise des mesures et financements apportés par l'Europe sur l'environnement (sur les aspects qualitatifs et quantitatifs des ressources, la biodiversité, l'évolution du climat, la santé des populations) pourrait permettre des actions correctives.

- D'autres directives cadres, notamment sur la conservation des sols vivants, des actions de protection et de conservation des espèces et la poursuite des politiques sur la transition énergétique sont des pistes d'évolution qui ont été avancées.

- Dans le cadre de la PAC, une évolution vers une plus grande prise en compte de la protection de l'environnement a été évoquée, dans une logique de conciliation entre une production agricole intégrant la rémunération des agriculteurs, la baisse des coûts de production, l'équilibrage des productions de l'exploitation de manière durable, la protection des sols et des espèces, et l'incitation à des pratiques respectueuses du vivant et des ressources.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

Cette consultation citoyenne sur l'Europe organisée par le CESER AuRA a largement

mobilisé et permis une expression diverse de qualité. Cela tient notamment à la qualité des intervenants mais également à la forme de la manifestation qui a permis une écoute sincère et constructive. A posteriori, l'absence de prise de parole relative à la culture est un regret qui a été exprimé par certains membres de la commission « Coopérations internationales, Europe et fonds structurels ».